



Taux actuels de **retard de croissance**: 9.5% **d'émaciation**: 22.3% **Proportion souffrant d'insuffisance pondérale**: 7%

Source: Gouvernement égyptien (DHS, 2014)

Bons résultats

- Égypte : l'État a assuré la sécurité foncière des populations rurales. La délivrance de titres de propriété est courante et les marchés fonciers fonctionnent bien. Des politiques promeuvent un accès équitable aux ressources foncières communes. Il en est ainsi depuis longtemps.
- L'État encourage des services de vulgarisation et de recherche agricoles variés, et les organisations d'agriculteurs locales participent à l'établissement des priorités des politiques. Le système de vulgarisation est efficace et atteint les agriculteurs pauvres de façon satisfaisante. Les politiques, stratégies et mécanismes gouvernementaux visent à assurer l'égalité hommes-femmes dans l'accès aux services de vulgarisation.
- Égypte : ce pays a mis au point une stratégie/politique nationale en matière de nutrition.
- Égypte : ce pays a mis en place un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques afin de soutenir la mise en œuvre de la stratégie/politique nationale en matière de nutrition.
- Égypte : les décideurs disposent d'enquêtes régulières sur la nutrition statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2014.
- Égypte : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire.
- Égypte : le large accès à des sources d'eau potable améliorées (99.4% en 2015) et à des installations sanitaires améliorées (94.7% en 2015) est à l'origine de meilleurs résultats en matière de lutte contre la faim et la malnutrition.
- Égypte : 90.3% des femmes de 15 à 49 ans ont rété vues, au moins une fois pendant leur grossesse, par un agent de santé qualifié en 2014.
- Égypte : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation et du droit à la sécurité sociale est bon.

Points à améliorer

- Les dépenses consacrées à l'agriculture (1.9% des dépenses publiques en 2014) ne correspondent pas aux engagements pris par le gouvernement dans la Déclaration de Maputo de l'Union africaine (10% des dépenses publiques).
- Égypte : les dépenses de ce pays dans le secteur de la santé (5.6% des dépenses publiques en 2014) ne correspondent pas tout à fait aux engagements (15%) énoncés dans la Déclaration d'Abuja.
- Égypte : dans ce pays, la loi n'accorde pas aux femmes les mêmes droits économiques qu'aux hommes. Hommes et femmes jouissent des mêmes droits d'accès à la propriété des terres agricoles, mais la loi n'est pas effectivement appliquée et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.
- Égypte : comparée à celle d'autres pays de l'HANCI, la politique nationale de développement à moyen/long terme de ce pays (Seventh Five Year Plan) accorde peu d'importance à la nutrition.
- Égypte : bien que ce pays ait élaboré une stratégie/politique nationale en matière de nutrition et un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques, on note toujours l'absence d'objectifs de nutrition clairs assortis de délais.
- Égypte : l'État n'a distribué que deux fortes doses de supplément en vitamine A à 62 % des enfants en 2014.
- Égypte : les dispositifs de protection sociale sont élémentaires et ne couvrent que peu de risques pour un nombre limité de bénéficiaires.



Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)

Dépenses publiques

	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
\$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales ¹	1.9%	2014	37e
\$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales ¹	5.6%	2014	43e

Politiques

Accès à la terre (sécurité foncière) ²	Très bon	2014	1er
Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles ²	Bon	2013	1er
Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	99.1%	2014	3e
Fonctionnement des systèmes de protection sociale ²	Médiocre	2016	8e ex aequo

Lois

Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation ²	Bon	2016	1er ex aequo
Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) ³	Dans la loi, pas dans la pratique	2014	1er ex aequo
Égalité hommes-femmes des droits économiques ³	Pas dans la loi	2011	26e ex aequo
La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Oui	2006	1er ex aequo

¹ Résultats possibles: ● <75% des dépenses annoncées pour la santé (Abuja) et l'agriculture (Maputo) ● >=75% <100% ● >=100%

² Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon

³ Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique

Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)

Dépenses publiques

	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
\$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Sectoriel uniquement	2012	18e ex aequo

Politiques

Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	62%	2014	30e ex aequo
L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Oui	2012	1er ex aequo
Population ayant accès à une source d'eau améliorée	99.4%	2015	1er
Population ayant accès à un assainissement amélioré	94.7%	2015	1er
Visites médicales pour les femmes enceintes	90.3%	2014	28e
Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement ¹	Faible	2015 -2019	32e
Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Oui	2015	1er ex aequo
Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Oui	2012	1er ex aequo
Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Non	2014	32e ex aequo
Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Oui	2014	1er ex aequo

Lois

Consécration du CICS [^] dans le droit interne ²	Largement consacre dans le droit	2016	15e ex aequo
--	----------------------------------	------	--------------

¹ Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays).

² Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacre dans le droit ● Pleinement consacré.

[^] Code international de commercialisation des substituts du lait maternel